

SEAN CLEARY

Fondateur et vice-président de la FutureWorld Foundation, président de Strategic Concepts (Pty) Ltd

J'espère que tout le monde s'est remis de ce magnifique repas et de l'excellent exposé d'Olivier Blanchard, qui, je dois l'avouer, même de mon propre point de vue, était nettement plus optimiste que ce à quoi je m'attendais, après avoir vu les résultats de Bali.

Nous allons essayer de nous attaquer cet après-midi à la dimension qui vous a semblée négligée du débat à la fin de la deuxième session de ce matin : à savoir la question de la migration et son impact sur les politiques. Et en vue de nos discussions de cet après-midi, nous examinerons la question sous deux angles : celui de l'Europe et celui des États-Unis. Ces deux perspectives sont très différentes mais se sont toutes deux intensifiées au cours des cinq ou six dernières années, pour des raisons que nous comprenons tous.

Essayons de cerner le problème très brièvement. Le dernier rapport sur les migrations mondiales de l'OIM indique qu'il y a eu environ 244 millions de migrants internationaux en 2015, qui est la dernière année pour laquelle des chiffres sont disponibles. À cela s'ajoutent 741 millions de *personnes déplacées*, qui sont des migrants dans leur propre pays. Donc, pour dire les choses simplement, environ un milliard de personnes sont à l'heure actuelle en situation de migration.

Cette tendance semble devoir s'accroître, tout d'abord en raison des niveaux d'instabilité géopolitique, des incertitudes, des écarts entre les situations personnelles, l'économie, etc., dans les pays développés et en développement, et de l'impact incertain du changement climatique dans de nombreuses régions du monde en développement. Ce défi de la migration, qui a déjà eu des conséquences politiques importantes, n'est donc pas en passe de disparaître. La communauté internationale s'est penchée sur le problème et a cherché à définir une façon cohérente de le gérer efficacement. Il en est ressorti en 2018 le souhait de créer un traité mondial sur la migration et un traité séparé sur les réfugiés. Il semble peu probable à l'heure actuelle que ces projets se concrétisent de manière satisfaisante, mais cela nous donne une idée de là où nous en sommes.

Dans le panel de cet après-midi, nous avons un groupe de personnes possédant les connaissances et les compétences nécessaires pour aborder la question. Je ne vais pas vous lire leur biographie, vous les retrouverez dans le livret, mais nous avons, de gauche à droite : Jean-François Copé, maire de Meaux en France, conférencier à Sciences Po et professeur à l'Université de Paris VIII. Nous avons Jim Hoagland, rédacteur au *Washington Post* depuis 2010, qui avant cela a été rédacteur en chef adjoint et correspondant en chef pendant plusieurs dizaines d'années. Nous avons Bogdan Klich, le chef de l'opposition au Sénat polonais. Il a été ministre de la Défense jusqu'en 2011. Nous avons enfin László Trócsányi, Ministre de la Justice en Hongrie depuis 2014, avocat de profession, Président de la faculté et professeur de droit en Hongrie. Donc un large éventail de points de vue et des idées différents et beaucoup d'expérience. Jean-François, si vous me permettez, je me tourne d'abord vers vous pour planter le décor, quel est votre point de vue ?